

# Politique monétaire si centrale

*La position de refuge n'est pas qu'un avantage pour l'économie réelle. L'industrie reste dépendante de la BNS.*

STÉPHANE GACHET  
ZURICH

«C'est bien d'être un refuge. Mais c'est encore mieux quand le monde n'a pas besoin de refuge.» Jean-Pierre Danthine a tenu une position modérée et partagée hier à Zurich, à l'invitation de l'International Center of Economics in Society, une plateforme commune UBS et Université de Zurich. Le forum inaugural, organisé sur le thème général de «L'avenir du système financier international» comportait plusieurs présentations (dont Jean-Claude Trichet, ci-dessous) et panels. La journée a été clôturée sur l'exception suisse: Jean-Pierre Danthine, vice-président de la BNS, était entouré de Rolf Soiron, président d'Holcim et Lonza et Kaspar Villiger, président de la UBS Foundation of Economics in Society. Haig Simonian, figure zurichoise ex-correspondant du Financial Times, a tenu le pari d'un tour complet de la Suisse, refuge dans la

tourmente globale.

«Etre le seul à avoir raison est un problème à long terme. Je souhaite que la Suisse soit de moins en moins un refuge isolé.» Jean-Pierre Danthine a anticipé les clichés de la culture économique domestique en rappelant qu'une position reste relative. Relativisme géostratégique basique: pour qu'il y ait refuge, il faut une tempête ailleurs. Relativisme temporel: la Suisse n'a pas toujours profité d'une position enviable. «La décennie 90 a largement été une période de recul. Il a fallu les bonnes mesures, être discipliné, faire preuve d'ouverture, pour renverser la tendance. Etre complaisant sur ses propres qualités n'est pas la bonne attitude.»

Réponse de Rolf Soiron, représentant de l'économie réelle: «L'expression refuge n'a pas toujours un sens positif. Nous (l'industrie) sommes très redevables à la BNS (plancher du franc). Nous dépendons de vous.» L'administrateur a poursuivi dans la nuance en pointant tous les emplois que la Suisse a perdu et s'apprête encore à perdre: «Quelle que soit l'évolution de la situation, l'industrie domestique ne fera pas l'épargne

d'une restructuration. Le vrai danger serait que le politique s'efforce de préserver la position de refuge par des mesures artificielles - dans le genre nouveau mix énergétique.» L'erreur serait aussi de jouer la concession pour une affaire d'image ou de perception. «Nous n'allons pas être admirés partout. Il faut avoir le courage d'être égoïste.»

Kaspar Villiger a presque répondu à toutes les interrogations dans une introduction précise et expéditive. Le risque de réputation: «La Suisse a besoin de différenciation. Ne pas être membre de l'Europe en fait partie.» La nécessité de rester une place économique forte: «Sans cet attrait, la Suisse n'existe pas pour l'investisseur.» La nécessité de rester au top, en matière de produits, de services, de politique aussi, en modérant les dépenses et la régulation, en défendant la flexibilité du marché du travail. Sur le point plus précis de la réglementation du système financier, Kaspar Villiger rappelle surtout qu'il s'agit d'une affaire de distance: «Il ne faut pas être trop éloigné des autres.» ■

# «L'investissement sans risque n'existe plus»

Jean-Claude Trichet faisait partie des intervenants, hier lors du forum inaugural de l'International Center of Economics in Society, programme interdisciplinaire établi par UBS et l'Université de Zurich. Un discours d'introduction entre ex-cathedra et ex-machina. L'ancien président de la Banque centrale européenne, actuel président du G30, a tissé un bilan à large spectre, cinq ans et demi après le début du retournement. Double coup de rétroviseur en ouverture. «L'absorption magnifique de la bulle dotcom, sans problème de liquidité, sans faillite de banque, a été perçue comme la démonstration de la fiabilité du secteur financier et des bienfaits de la sophistication. Aujourd'hui, nous voyons que le diagnostic n'était exact.» «Cinq ans et demi après le début de la crise, nous constatons tout de même qu'il n'y a eu aucun excès dramatique de volatilité. Le système affiche même une résistance remarquable jusqu'à présent.» Et le futur? «Je dois rester très prudent

sur tout ce qui pourrait arriver.»

Le vrai enseignement reste encore à tirer selon Jean-Claude Trichet, qui met en avant la valeur didactique de l'effondrement du subprime américain et de toutes ses suites. Presque une aubaine, académiquement parlant: «Nous avons la chance de connaître l'expérience de la crise la plus grave depuis la dernière guerre mondiale.»

La conclusion immédiate est plus pragmatique et l'assertion a laissé le public en suspens hier dans la salle des fêtes du centre Kaufleuten: «L'investissement sans risque n'existe plus.» Quant aux solutions, Jean-Claude Trichet est resté mainstream: discipline des gouvernements, surveillance multilatérale, renforcement de la régulation et de la supervision du système financier, aussi à un niveau global, renforcement également du Fonds monétaire international. Changement d'attitude enfin: «Faisons preuve d'humilité!» (SG)